

rapport annuel 2022

résumé



Service
de paix
LVIA

Association de Solidarité et Coopération Internationale
Associazione di solidarietà e cooperazione internazionale
Solidarity and international cooperation association
Associação de solidariedade e cooperação internacional

IDENTITÉ ET MISSION

LVIA cherche à promouvoir une citoyenneté responsable basée sur les principes de solidarité, à agir efficacement pour promouvoir le changement, à soutenir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les peuples pour construire un monde plus juste et plus solidaire. Une société mondiale dans laquelle la dignité de chaque personne est sauvegardée et promue, dans laquelle chaque individu peut jouir des libertés fondamentales, avoir accès aux ressources et aux services, avoir la possibilité de vivre dans un environnement sain et d'améliorer la qualité de vie dans tous ses aspects ; une société mondiale dans laquelle chaque individu et toutes les communautés ont le droit à l'autodétermination en accord avec les droits culturels des autres peuples et de chaque homme et femme sur la planète.

La mission de LVIA

En 2022, pour atteindre les objectifs de sa mission, LVIA a œuvré avec des interventions de développement et des réponses à l'urgence dans 10 pays d'Afrique subsaharienne et en Italie, travaillant sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, la promotion de la citoyenneté active, la compréhension interculturelle et l'inclusion sociale.

En 2022, les investissements dans les projets de coopération et l'aide humanitaire en Afrique et en Italie se sont élevés à 9 685 720 euros, soit 96,5 % des dépenses qui ont donné des résultats factuels dans l'amélioration des conditions de vie de 793 833 personnes :

- **32.825 personnes** (12.823 femmes, 16 419 hommes et 3 583 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions dans les secteurs agricole et pastoral ;
- **227.925 personnes** (94.395 femmes et 95 098 hommes, 38 432 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions en matière d'accès à l'eau et l'assainissement ;
- **161.935 personnes** (76.679 femmes, 74.453 hommes et 10,803 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce à des interventions sur l'approvisionnement énergétique et l'environnement ;
- **64.825 personnes** (76.679 femmes enceintes 7.038 hommes et 1.912 enfants) ont amélioré leurs conditions de vie grâce aux activités de LVIA contre la malnutrition ;
- **270.146 personnes** (67.799 femmes, 58.653 hommes et 143 694 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions humanitaires ;
- **22.469 personnes** (9.422 femmes, 9.752 hommes et 3.295 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions d'inclusion sociale et de participation démocratique.
- **13.708 personnes** (8.599 femmes, 4.929 hommes et 180 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce à des activités de sensibilisation à l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Les ressources pour les actions de développement ont été équivalentes à 85,1% des investissements dans les pays et, dans le cas de interventions humanitaires, 14,9 %.

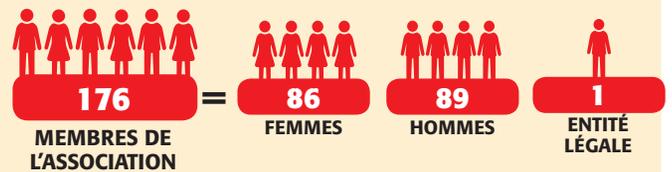
Toutes les interventions ont été réalisées en tenant compte de la durabilité et des bénéfices futurs permanents.

Grâce aux activités de communication, 73.285 personnes ont été impliquées par le biais des réseaux sociaux de LVIA, et des centaines de milliers de personnes par le biais des autres médias (site Web, bulletin, journal TV, etc.).

L'ASSOCIATION

LVIA, Association Internationale Volontaires Laïcs, a été créée en 1966. LVIA est une organisation à but non lucratif qui recherche des moyens d'action efficaces et innovants, en reconnaissant les valeurs fondamentales et l'engagement du volontariat dans toute sa diversité.

BASE ASSOCIATIVE

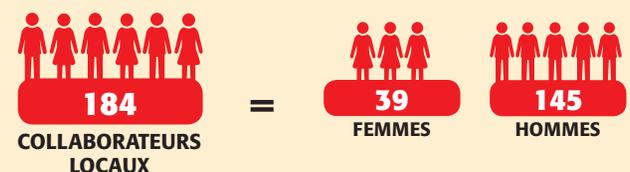
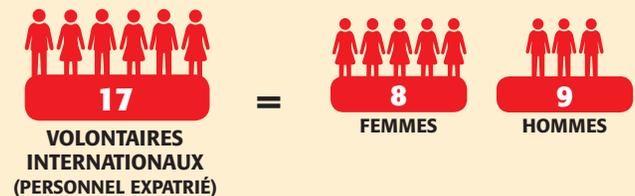


STAFF

EN ITALIE



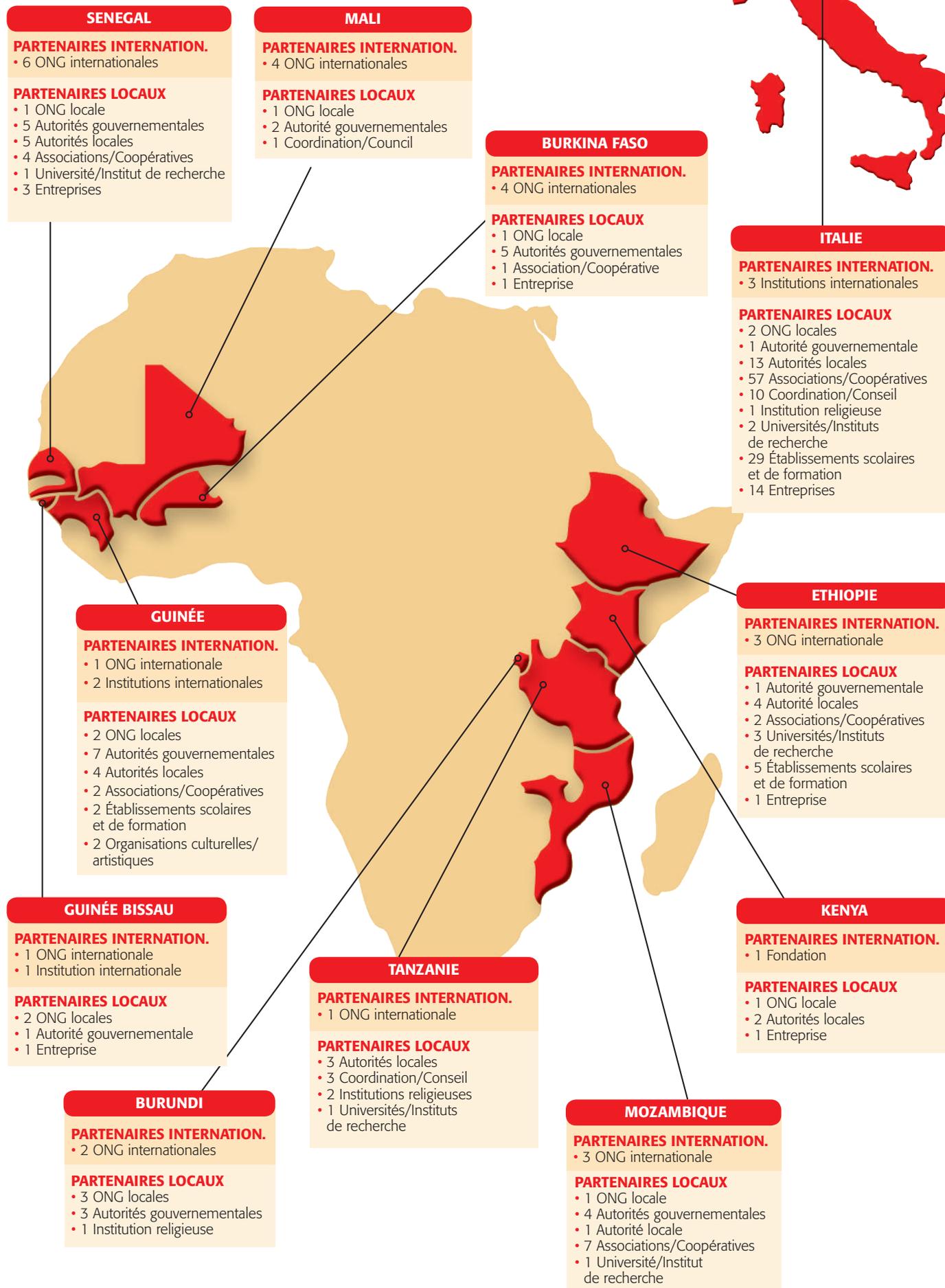
EN AFRIQUE



ROLES

REPRÉSENTANT/ RESPONSABLE PAYS *	11	ANIMATEURS COMMUNAUTAIRES	22
COORDINATEURS DE PROJET	19	TECHNICIENS	53
ADMINISTRATION	35	LOGISTIQUES	7
		CHAUFFEUR/AUTRE	54

*Le Représentant Pays, à la différence du Responsable Pays, a également le mandat de représenter l'association.



ORGANISMES DE FINANCEMENT

59

	ORGANISATIONS INTERNATIONALES	4
	AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES	14
	AUTORITÉS RÉGIONALES ET LOCALES	12
	FONDATIONS	10
	ORGANISMES RELIGIEUX	2
	ENTREPRISES	34

PRINCIPAUX ORGANISMES DE FINANCEMENT

	ORGANISATIONS INTERNATIONALES <ul style="list-style-type: none"> • OCHA • OIM • PAM • UNICEF
	AUTORITÉS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTALES <ul style="list-style-type: none"> • AICS – Agence Italienne pour la Coopération au Développement • Ministère de l'intérieur • Ministère du travail et des politiques sociales • 8x1000 Programme de la Présidence du Conseil des ministres • EU – Union Européenne (Développement, Éducation à la Citoyenneté mondiale) • UE – Union Européen ECHO (Aide Humanitaire) • AFD - Agence française de développement • FCDO - Bureau britannique des Affaires étrangères, Commonwealth et Développement • ENABEL – Agence du Développement Belge • GIZ – Agence Allemande pour la Coopération Internationale
	AUTORITÉS RÉGIONALES ET LOCALES <ul style="list-style-type: none"> • Région Emilia-Romagna • Région Piémont • Communes d'Airasca, Cantalupa, Frossasco, Giaveno, Orbassano, Pinerolo, Piossasco, Roletto, Trana, Villarbase
	FONDATIONS <ul style="list-style-type: none"> • Compagnia di San Paolo • Cassa di Risparmio di Saluzzo • CARIPLO • CRC • CRT • De Mari • Fondation Con il Sud – Entreprise Sociale Con i Bambini - CON IL SUD • CDF – Fondation Climat et Développement • Kinder in Not • La Stampa - Specchio dei Temp
	ORGANISMES RELIGIEUX <ul style="list-style-type: none"> • CEI – Conférence Episcopale Italienne • Union des églises méthodistes et vaudoises
	ENTREPRISES <ul style="list-style-type: none"> • AOP Piemonte Scarl • Ream Sgr SpA • SAIPEM SpA • Teoresi SpA

ACTIVITÉS EN ITALIE

En Italie, outre les activités d'inclusion sociale et de cohésion déjà insérées dans la section "Inclusion sociale et participation démocratique", LVIA a mené des activités dans les domaines suivants:

EDUCATION À LA CITOYENNETÉ GLOBALE (ECG) : avec les jeunes pour comprendre les phénomènes complexes de notre temps (globalisation, changement climatique, migration...), et les interdépendances entre les régions éloignées de la planète. LVIA travaille dans les écoles à tous les niveaux, en concevant des parcours pédagogiques interdisciplinaires avec les enseignants pour développer une citoyenneté active, interculturelle et critique dans l'éducation.

CITOYENNETÉ ACTIVE : LVIA encourage la participation des citoyens à la vie civique de leur pays. La participation est un chemin qui n'est pas toujours facile, mais qui est passionnant et nécessaire pour pouvoir « changer les choses » : l'égalité des chances, la formation et l'éducation à la pensée critique sont nécessaires en tant qu'éléments fondamentaux pour s'impliquer et agir pour le Bien Commun.



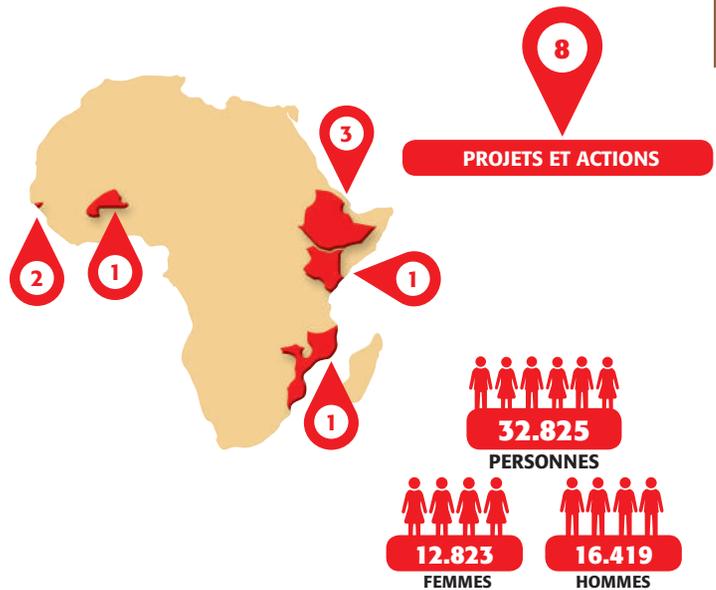
INFORMATION ET SENSIBILISATION des personnes, de la société civile et des institutions afin de les sensibiliser aux questions d'actualité et de stimuler de nouvelles approches d'action. Les sujets abordés sont : les droits de l'homme, les causes de la pauvreté, l'engagement pour le changement. En 2022, la communication numérique est restée le principal canal de sensibilisation et de diffusion des projets.

OUTILS :

- Site internet (52.431 visiteurs),
- Facebook (6269 abonnés)
- Instagram (1 403 abonnés),
- Newsletter numérique (16 615 destinataires)
- Newsletter imprimé (11000 destinataires)



Stefano Dal Pozzolo©



En 2022, le monde a dû faire face à de multiples crises. L'intensité des perturbations des systèmes alimentaires, qui se sont aggravées ces dernières années avec la pandémie prolongée de COVID-19, les catastrophes naturelles, l'instabilité politique et les impacts croissants du changement climatique, se sont poursuivis, alors que la guerre entre la Russie et l'Ukraine et l'inflation ont exacerbé la crise mondiale de l'alimentation et des engrais. Après plusieurs décennies de baisse drastique de la faim et de la pauvreté, le progrès s'est arrêté et, dans certains cas, s'est inversé. Selon la FAO, 572 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2014, mais en 2021, ce chiffre était passé à 768 millions, en grande partie en raison des conflits, de la pandémie de COVID-19, des catastrophes météorologiques et de la récession économique dans de nombreux pays.

La pandémie a déclenché une récession mondiale, une pénurie généralisée de main-d'œuvre, des pertes alimentaires et des goulots d'étranglement dans les transports, qui ont affecté à la fois la quantité et la qualité des aliments disponibles et ont eu un impact significatif sur l'égalité des sexes. En 2022, 205 millions de personnes dans 45 pays ont été touchées par l'insécurité alimentaire aiguë, un chiffre qui a presque doublé depuis 2016. Le nombre croissant de crises, leur impact grandissant et l'augmentation du nombre de personnes affamées et déplacées ont stimulé la nécessité de repenser les réponses aux crises alimentaires, afin de créer une réelle opportunité de changement avec des systèmes plus équitables et résilients. Un effort concret combinant l'intervention politique et les initiatives sur le terrain est de plus en plus important, un effort auquel LVIA a contribué.

En 2022, LVIA a réalisé des actions agro-pastorales dans 6 pays (Burkina Faso, Guinée Bissau, Éthiopie, Kenya, Sénégal et Mozambique), auxquelles ont participé 34325 personnes.

Le nombre de participants est presque trois fois supérieur à celui de 2021, principalement en raison de deux facteurs. Tout d'abord, en Guinée-Bissau, des travaux d'ingénierie rurale, tels que des pistes et des ponts, ont été réalisés, et les bénéficiaires ne profitent pas seulement aux agriculteurs, mais à toute la communauté, y compris les enfants (non pris en compte en 2021).

Deuxièmement, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées en Éthiopie sur les marchés de la zone Arsi, impliquant plus de 10000 personnes.

Les interventions menées soutiennent l'Agriculture Familiale et s'inscrivent dans une vision à moyen et long terme qui trouve en Agroécologie une approche capable d'améliorer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires et agricoles, tout en préservant l'intégrité sociale. Il s'agit d'interventions qui prennent en compte et abordent les dimensions environnementales, socioculturelles, économiques et politiques du contexte rural.

Il existe quatre chaînes agroalimentaires sur lesquelles LVIA a également travaillé en 2022 : l'apiculture au Burkina Faso, la culture du riz de mangrove en Guinée Bissau, l'horticulture en Éthiopie et au Sénégal et le lait de chamelle au Kenya. Il s'agit d'exemples concrets de soutien à des chaînes d'approvisionnement agricoles courtes et à des systèmes alimentaires territoriaux, qui visent à stimuler l'entrepreneuriat agricole en travaillant aux côtés de réalités agricoles informelles et formelles à vocation mutualiste et le soutien à la gouvernance communautaire. L'approche méthodologique de LVIA prévoit que les producteurs et les communautés rurales soient formés et accompagnés dans tous les segments de la chaîne d'approvisionnement par une assistance technique et de gestion directe, régulière et continue, comme les maraîchers de la zone d'Arsi en Éthiopie, ce qui a permis de signer des contrats de fourniture avec Ethiopian Airlines.

L'action la plus significative en termes de ressources économiques continue d'être celle menée en Guinée-Bissau en faveur du système agricole de riziculture de mangrove, où des systèmes hydrauliques-agricoles ont été mis en œuvre sur plus de 5000 hectares de rizières et où environ 10 km de pistes cyclables, y compris des ouvrages de régulation hydraulique et des ponts, ont été achevés.

L'éducation alimentaire, la stimulation de la consommation de produits locaux, la gestion durable des ressources sont les thèmes des campagnes de sensibilisation sur le terrain et des actions politiques. Pour ce faire, outre l'action sur le terrain en Afrique, LVIA participe au dialogue politique en Italie et en Europe avec des réseaux de référence pour de nouvelles voies de développement et de coopération.



Selon le rapport de l'ONU publié à la veille de la Conférence mondiale de l'eau de 2023, 26 % de la population mondiale (plus de 2 milliards de personnes) n'a pas accès à des services d'eau potable et 46 % (3,6 milliards de personnes) n'ont pas accès à des installations sanitaires de base.

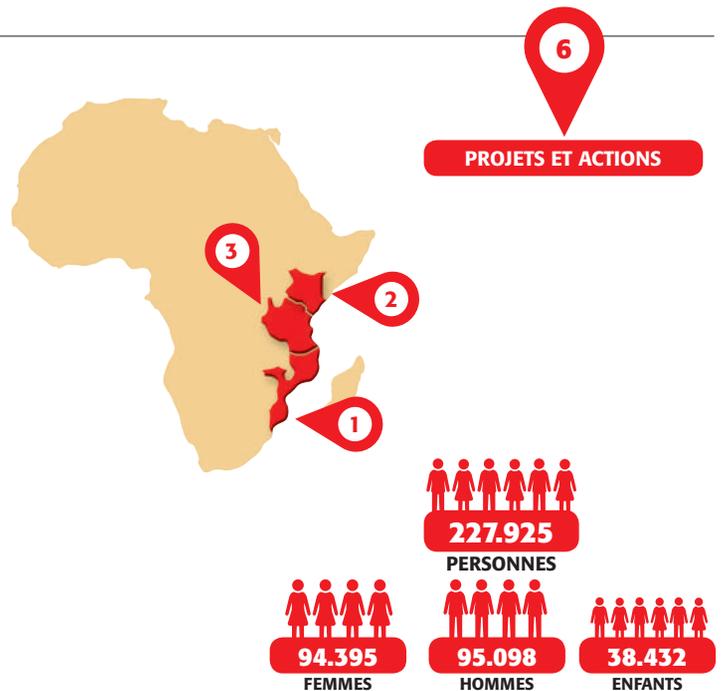
Ces chiffres sont légèrement supérieurs à ceux du rapport précédent, mais encore loin de l'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, on prévoit que près de la moitié de la population mondiale souffrira d'un stress hydrique sévère d'ici 2030 dans de nombreux pays. La crise de l'eau est là pour tout le monde, et c'est probablement la première décennie où le public a également compris l'urgence de celle-ci et réalisé que défendre le droit à l'eau et à l'assainissement est une bataille commune.

En 2022, les interventions de LVIA en Afrique subsaharienne ont permis à 227925 personnes de 3 pays d'accéder à l'eau et aux installations sanitaires.

Les projets mis en œuvre par LVIA ont donné la priorité à la fourniture d'eau et d'assainissement principalement aux écoles et aux centres de santé et en faveur des communautés rurales dans des dizaines de villages où les services de base font encore cruellement défaut.

Cette année LVIA a effectué le forage et l'équipement d'un puits profond et la réhabilitation de 6 puits équipés de pompage motorisé et solaire, 20 travaux d'eau tels que la construction de systèmes de collecte des eaux de pluie et de réservoirs de stockage, en particulier dans les dispensaires et les centres de santé qui en manquaient, et a effectué le remplacement des pipelines ou leur réhabilitation dans 7 villages. Dans le cadre d'une action de réponse rapide à la sécheresse au Kenya, des équipements et des pièces de rechange pour les systèmes d'eau ont été fournis dans 20 villages.

La formation accompagne toutes les activités d'infrastructure en mettant l'accent sur les dimensions économiques/de gestion et techniques/hydrauliques, ainsi que sur l'exploitation et la maintenance, la surveillance et la collecte de données.



L'activité a impliqué des responsables communautaires, des opérateurs de district et des membres des comités de gestion de l'eau, qui en Tanzanie sont structurés en comités de gestion de l'eau (gestion technique) et en comités de l'eau du village (pour la gouvernance du programme).

Cette année, après l'activité pilote de l'année dernière, le renforcement des capacités pour l'analyse territoriale participative sur les risques d'assainissement et de pollution des eaux souterraines a été abordé pour la première fois de manière systématique. Cette activité a conduit à l'amélioration des plans et des dispositions pour l'atténuation des risques de pollution de l'eau dans 8 villages.

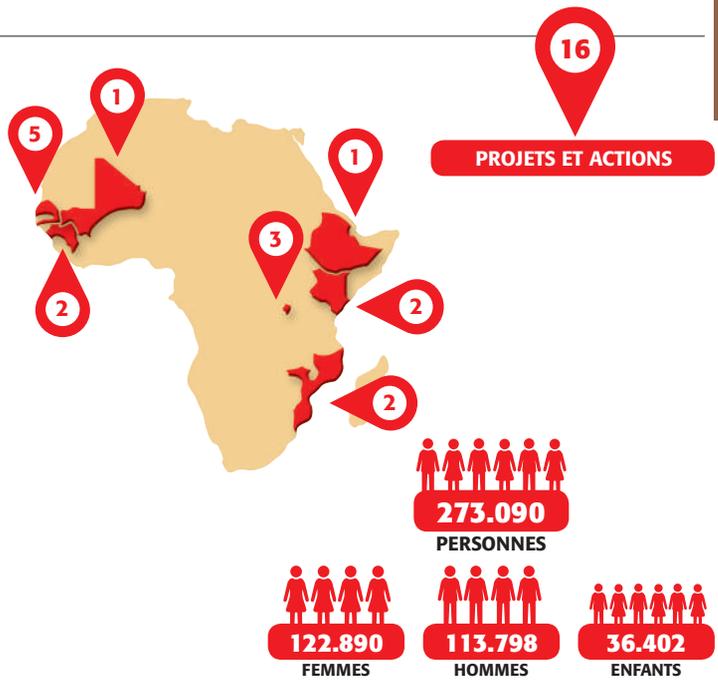
Au total, plus de 700 personnes issues des communautés et institutions locales ont bénéficié de ces interventions pour améliorer leurs compétences et leurs capacités de gestion.

L'amélioration des conditions d'assainissement a été favorisée par la construction de blocs de latrines et de dispositifs de lavage des mains dans les centres de santé de 10 villages et à travers 3 campagnes de sensibilisation, 1 au Mozambique et 2 au Kenya, qui, avec la distribution de matériel d'hygiène et d'assainissement pour les filles dans les écoles du Kenya et de matériel pour le traitement et la conservation de l'eau, ont amélioré la vie de plus de 63000 personnes. Les activités de sensibilisation promues par l'engagement de bénévoles dans les villages impliquaient des communautés, des écoles et des centres de santé utilisant la méthodologie de l'éducation par les pairs.

Enfin, les activités d'étude et de recherche se sont poursuivies sur la planification de la gestion des sources d'eau et l'impact de la nouvelle politique de l'eau de la Tanzanie sur l'amélioration de la gestion, ce qui cette année, également grâce au soutien d'un doctorant de l'Université de Turin a abordé la dynamique de genre dans la gestion des systèmes d'eau.



Marco Simoncelli©



Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses, ont un impact profond sur les personnes, les familles et les sociétés déjà vulnérables, contribuant de facto aux migrations forcées vers les centres urbains et à l'étranger. Outre les interventions d'urgence, des investissements sont nécessaires pour l'accès à l'énergie dans les processus de production et les services de base pour les ménages, les écoles et les centres de santé, où l'utilisation d'énergies renouvelables est un facteur de développement et de protection de l'environnement, contribuant à atténuer les changements climatiques.

En 2022, LVIA a renforcé son engagement en faveur de la protection de l'environnement et de la transition écologique des pays dans lesquels elle opère, en promouvant l'entrepreneuriat vert et l'emploi, en accompagnant les entreprises agricoles, pastorales ou de collecte et de valorisation des déchets et démontrant la possibilité de concilier développement économique et durabilité environnementale.

En 2022, LVIA a touché un total de 273.090 personnes (dont 122890 femmes et 36402 enfants) dans 7 pays africains grâce à des activités dans le secteur de l'environnement et de l'énergie.

Des campagnes d'information sur la protection de l'environnement destinées aux citoyens et aux écoles ont été menées dans 6 pays. Au Mozambique (2 projets et 86.143 participants, dont 43.933 hommes et 42.210 femmes), la campagne a pris la forme de programmes de radio, d'ateliers et de journées environnementales impliquant des associations de jeunes, des coopératives et des écoles, avec la création d'une exposition et de 10 clubs environnementaux. Au Sénégal, à la périphérie de Dakar, du matériel d'éducation à l'environnement a été distribué dans les écoles et des graffitis ont été créés par des artistes locaux ; en outre, une contribution a été apportée au festival environnemental de Mbao et aux journées de formation et de sensibilisation sur l'économie circulaire avec la participation d'associations, d'écoles et d'entreprises. En Éthiopie et au Burundi, les programmes d'éducation à l'environnement ont sensibilisé de nombreuses communautés rurales sur le sujet, renforçant ainsi leurs connaissances et leur sensibilité. La solarisation a été la pierre angulaire de l'accès à l'énergie pour la production, les services de base et les ménages. Au Kenya, l'installation de systèmes solaires alimentant les équipements (principalement les réfrigérateurs) pour le refroidisse-

ment et le stockage du lait de chamelle dans les locaux de la coopérative Walqabana a été achevée (2 projets, 53 participants). Au Sénégal (5 projets, 18971 participants), 6 plateformes multifonctionnelles étaient alimentées à l'énergie solaire et 3 centres de santé et 6 écoles ont été électrifiées. Au Burundi (3 projets, 140.218 participants), les entreprises locales et les coopératives ont vendu 3.271 kits solaires pour l'accès à l'énergie domestique, installé 5 pompes solaires pour l'éclairage et 23 kiosques communautaires pour la recharge des téléphones portables, accordé 1.994 crédits par le biais de micro-ordinateurs locaux pour financer des institutions pour l'achat des kits aux familles les plus nécessiteuses, et formé et sensibilisé plus de 5000 personnes sur les avantages de l'énergie solaire et son utilisation.

En Éthiopie (1 projet, avec 15.721 participants), les coopératives et les petites et moyennes entreprises ont été soutenues avec des équipements solaires pour la production et la transformation agro-culturelle (sécheurs, systèmes d'irrigation).

Au Mali, des gabions et d'autres ouvrages anti-érosion ont été installés, complétés par une formation technique sur leur construction et les techniques agricoles durables, pour stabiliser les pentes et préserver environ 140 hectares de terres, accompagnés d'activités d'éducation environnementale (1 projet, 11.411 participants). Pour la gestion des déchets au Sénégal, 3 kiosques ont été activés et 3 tricycles ont été livrés pour la collecte des plastiques à Thiès, et 9 éco-bancs et 30 poubelles ont été installés en périphérie de Dakar. Toujours au Sénégal, l'application Sénégal Économie Circulaire a été finalisée et lancée publiquement pour cartographier les initiatives d'économie circulaire en facilitant la mise en réseau des acteurs.

En Guinée (2 projets, 790 participants), les services de gestion des déchets municipaux de 2 municipalités de la capitale ont été accompagnés, d'importantes campagnes de sensibilisation et des sessions de formation sur les questions environnementales ont été menées dans certains quartiers de Conakry, avec la participation d'acteurs de la société civile.

L'engagement annuel global de LVIA a été plus que raisonnable par rapport à l'année dernière sur les questions environnementales, dans lesquelles, outre la gestion des déchets et les énergies renouvelables, l'accent est mis de plus en plus sur l'économie circulaire et la promotion des utilisations productives de l'énergie, en particulier l'énergie solaire, dans le secteur primaire.

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Olympia De Maismont©

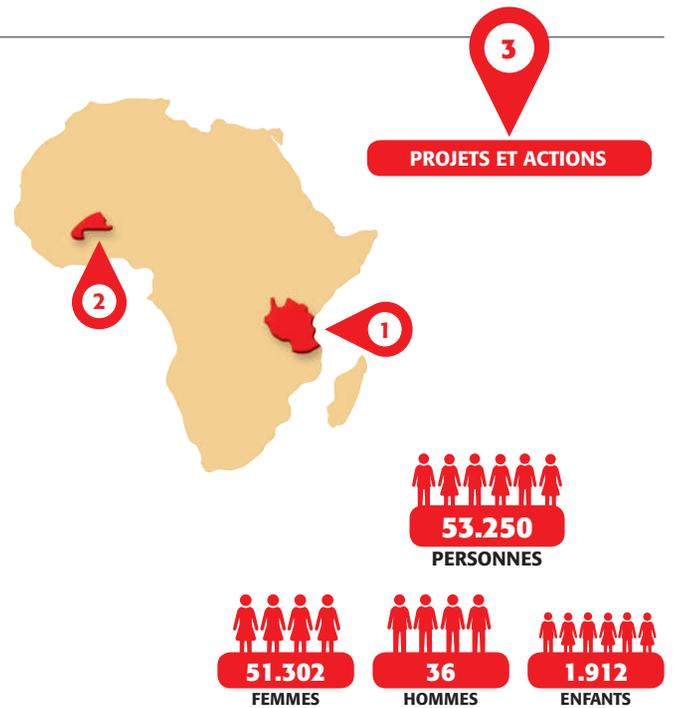


Le nombre absolu de personnes souffrant de différentes formes de malnutrition, de la faim à l'obésité, augmente considérablement. Certes, le nombre de personnes touchées par la faim a augmenté depuis l'épidémie de Covid-19, tout comme ceux qui ne peuvent pas se permettre une alimentation saine, de sorte que près d'un tiers de la population mondiale souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave.

Avec une focalisation plus étroite sur la zone du Sahel, la plupart des pays du Sahel et des pays voisins touchés par les retombées de l'insécurité montrent une augmentation du gaspillage sévère cette année, malgré de bons investissements. Des données récentes provenant d'enquêtes sur la nutrition et d'autres sources montrent une augmentation de la prévalence de l'émaciation infantile dans certaines régions de sept pays d'Afrique de l'Ouest.

En Afrique de l'Est et en particulier en Tanzanie, le double défi de la malnutrition aiguë et chronique doit être relevé, bien que pour la malnutrition aiguë les chiffres soient bien meilleurs que dans le Sahel. En fait, dans neuf pays du Sahel (dont le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal), les admissions dans les établissements de santé pour émaciation sévère ont augmenté de 31 % en 2022, soit 1,9 million d'enfants par rapport à 2021 et à la moyenne triennale précédente. De plus, l'insécurité alimentaire croissante et les prix des denrées alimentaires affectent davantage la qualité de l'alimentation des enfants au Sahel, où déjà 82% des jeunes enfants (6-23 mois) sont en situation de pauvreté alimentaire, c'est-à-dire qu'ils ne reçoivent pas le régime alimentaire minimum dont ils ont besoin pour grandir.

En 2022, des projets LVIA dans le domaine de la malnutrition ont été mis en œuvre dans 3 provinces de la région du Sahel au Burkina Faso (Oudalan, Seno et Soum) et ont bénéficié à 53250 personnes, dont 51302 femmes enceintes et allaitantes et 1919 enfants de moins de 2 ans.



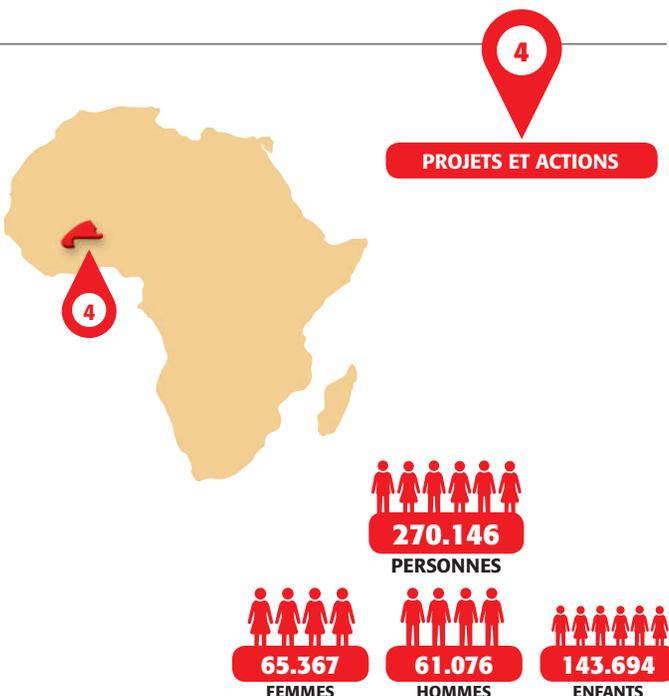
Parmi les principales activités de dépistage et de distribution menées en 2022, il y avait la livraison de farines enrichies et d'huile (70 tonnes au total) à 4654 femmes et enfants à risque de malnutrition, financées par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies dans la province d'Oudalan au Burkina Faso.

L'identification des destinataires des distributions a été confiée aux agents de santé et aux animateurs communautaires formés par LVIA et son partenaire local (le CRUS) qui ont mené des enquêtes ad hoc auprès des communautés les plus vulnérables, impliquer les communautés elles-mêmes dans une démarche participative et transparente.

Toujours avec la coopération de CRUS, quatre rondes de distribution ont été organisées entre janvier et juillet à partir de cinq entrepôts, un pour chaque municipalité de la province (Gorom-Gorom, Déou, Markoye, Oursi et Tin-Akoff).

Le périmètre brachial de tous les enfants et femmes a été mesuré à chaque distribution, et ce dépistage a permis d'identifier 704 cas de malnutrition aiguë (519 femmes enceintes ou allaitantes et 185 enfants de moins de 2 ans) et de les diriger vers des centres de santé.

Formation : au Burkina Faso, 79 personnes, dont des infirmières, des agents de santé et des leaders communautaires, ont été formées aux techniques d'identification précoce de la malnutrition aiguë et aux bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène pour minimiser les cas de malnutrition. Ces personnes formées ont ensuite, chacune dans leur région, organisé des journées de sensibilisation au profit de près de 50000 femmes. En Tanzanie, parallèlement au travail réalisé par CUAMM, LVIA a soutenu la mise en œuvre de réunions multisectorielles, notamment sur la santé et la nutrition, pour une meilleure planification et coordination des activités dans les districts de Kongwa et de Chamwino dans la région de Dodoma.



Simone Migliaro©

Tout au long de 2022, LVIA a continué de répondre à la crise humanitaire au Burkina Faso en aidant le système de santé local à fournir des traitements et des soins médicaux à 270.146 personnes en situation de vulnérabilité, dont 143.694 enfants de moins de cinq ans.

En 2022, au Burkina Faso, où les violences contre la population civile commises par des groupes armés affiliés au terrorisme djihadiste se poursuivent - sans interruption et dans des zones de plus en plus étendues - le nombre de personnes déplacées a dépassé 1,5 million (7% de la population totale) et dans le Nord du pays, à la frontière avec le Mali, où LVIA intervient depuis 2017 avec le soutien d'ECHO et des Nations Unies, une famille sur quatre a dû abandonner son village pour assurer sa survie n'ayant plus accès aux soins de santé et, dans bien des cas, même pas à la terre.

Les hôpitaux et les quelques centres de santé qui restent ouverts sont sous pression en raison de la pénurie de personnel de santé et, en raison du très grand nombre de personnes déplacées, ne peuvent plus gérer le flux de personnes à soigner et garantir des soins médicaux de qualité. Il en résulte une augmentation spectaculaire du taux de mortalité, en particulier chez les enfants : plus de 10 pour cent des décès enregistrés au centre de pédiatrie de Gorom-Gorom, principalement en raison de l'insuffisance des premiers soins et de l'arrivée tardive à l'hôpital.

Le taux de malnutrition aiguë est également très élevé, à plus de 16 %, avec des pics de près de 19 % dans les communautés déplacées.

Par rapport aux années précédentes, en 2022, les projets d'action humanitaire de LVIA et de ses partenaires étaient limités à la région du Sahel, mais avec des activités dans les 4 districts sanitaires (Gorom-Gorom, Dori, Djibo et Sebba), et la stratégie est restée essentiellement la même, grâce au soutien financier de certains des principaux acteurs mondiaux (ECHO, PAM, UNICEF et OCHA).

Cela comprend :

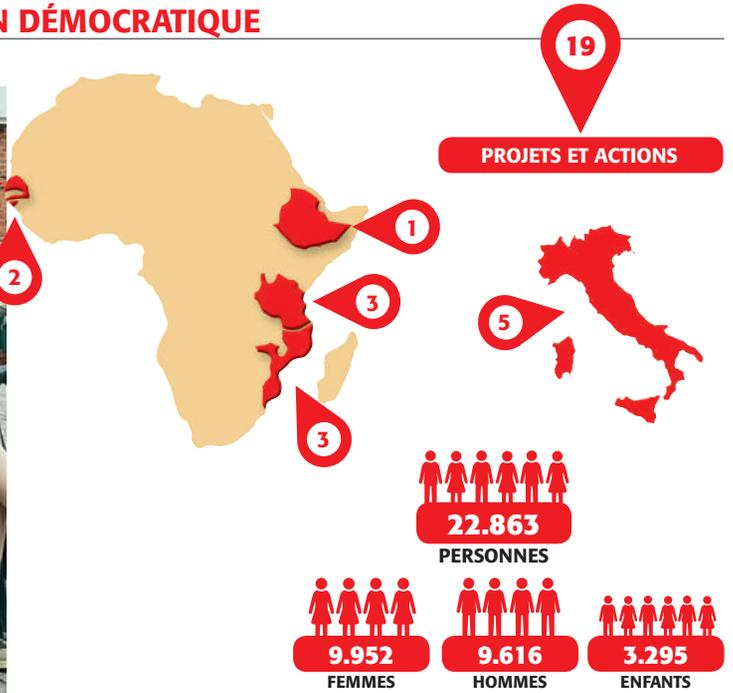
- la formation du personnel de santé, notamment en matière de premiers soins et de traitement de la malnutrition aiguë et des maladies infantiles
- le soutien aux centres de santé qui restent ouverts, aux postes de santé activés au profit des communautés déplacées et aux "sites stratégiques avancés" (où les agents communautaires opèrent)
- l'organisation de campagnes de vaccination et de dépistage de la malnutrition aiguë
- la prise en charge des frais de transport et d'hospitalisation pour tous les enfants en situation de vulnérabilité (personnes déplacées, personnes démunies, femmes victimes de violence et personnes blessées)
- le soutien aux districts sanitaires dans la collecte et l'analyse des données
- la facilitation de la coordination entre les acteurs humanitaires.

Deux nouvelles activités ont également été ajoutées en 2022 : l'activation au sein de l'hôpital de Gorom-Gorom d'un service de soutien psychologique dédié aux personnes ayant subi un traumatisme ou souffrant de maladie mentale (avec l'ONG COOPI) et la mise en place de campagnes de promotion du don de sang, accompagnées d'une formation aux techniques de transfusion pour le personnel de santé.

Comme c'est le cas depuis de nombreuses années, une attention particulière a été accordée aux enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë, en renforçant la capacité des agents communautaires à identifier les cas les plus graves en les référant rapidement aux établissements de santé les plus proches, et en soutenant directement les centres de pédiatrie et de récupération nutritionnelle des hôpitaux Dori et Gorom-Gorom de, leur garantissant un fonctionnement 24 heures sur 24 grâce au déploiement de personnel supplémentaire.

L'INCLUSION SOCIALE ET LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

Archive LVIA ©



La pauvreté n'épargne ni l'Europe, où 21,7% de la population est exposée à la pauvreté ou à l'exclusion sociale, ni les pays du Sud, où la situation est encore plus grave : les Nations Unies affirment que sur 8 milliards d'habitants, plus de 10% vivent dans la pauvreté absolue. Les groupes les plus à risque sont les enfants, les plus de 65 ans et environ 9 % des travailleurs. Les femmes en âge de travailler sont plus susceptibles d'être victimes d'exclusion sociale et sont plus à risque de tomber sous le seuil de pauvreté que les hommes, même en Europe. Les femmes sont trop souvent exclues des lieux où les décisions sont prises, beaucoup souffrent de violence et, en particulier en Afrique, ont un accès limité à l'éducation, aux soins de santé, au travail, au logement et à la technologie. Une position économique marginale conduit à l'isolement social et à la perte d'un sentiment d'appartenance. L'objectif de développement n° 11 fixe la nécessité de rendre les villes plus vivables, plus sûres et, surtout, plus inclusives.

En 2022, les initiatives d'inclusion sociale pour les populations les plus fragiles, mises en œuvre dans 5 pays africains et en Italie, ont bénéficié à 22863 personnes, dont 9552 femmes, 9616 hommes et 3295 enfants.

Au Mozambique, une action pour "le droit à un nom" a commencé par la formation des fonctionnaires publics sur le nouveau système d'enregistrement électronique de l'état-civil et les statistiques, et plusieurs modules de formation ont été organisés pour les employés municipaux et les jeunes (changement climatique, gestion financière, entrepreneuriat, design, informatique, activités sociales) pour promouvoir l'emploi et la sensibilisation des jeunes. En Guinée, LVIA a offert une formation en communication, en mobilisation de bénévoles, en art-thérapie, en comptabilité, en promotion littéraire, et a travaillé sur le mentorat des start-ups en soutenant les activités de mise en réseau entre les petits producteurs et les entreprises plus structurées afin de créer des possibilités de placement et d'apprentissage pour les jeunes et les femmes.

En Éthiopie et au Sénégal, des associations de jeunes et des comités de gestion scolaire ont participé à des activités de formation. En Italie, des activités d'apprentissage de la langue italienne, de cuisine professionnelle, de sport et de narration ont été organisées pour les femmes en difficulté.

Dans la province de Cuneo, LVIA a formé des volontaires qui ont lancé une activité de recyclage et de redistribution de biens invendus en faveur des personnes en état de fragilité, avec un réseau de commerçants vertueux ; dans la province de Saluzzo, LVIA a soutenu un cours de formation pour les volontaires impliqués dans des projets d'inclusion sociale et de travail pour les personnes issues de l'immigration, pour lesquels des réunions ont été organisées.

Des activités d'accompagnement technique et de formation à la gestion d'entreprise au Sénégal ont été réalisées grâce à des réunions de coordination multisectorielles et à des séminaires favorisant la concertation sur les politiques du travail ; en Guinée, des kits pour micro-entreprises (agricoles, textiles, alimentaires) ont été distribués et une plateforme a été créée pour faciliter le dialogue entre les acteurs du secteur. En Italie, des cours de coaching visant à améliorer les compétences générales, l'accompagnement pour l'équilibre des compétences, l'adéquation de l'offre locale avec la disponibilité des femmes concernées et des cours de dialogue structuré entre les femmes et les décideurs ont été lancés.

Le soutien aux écoles et aux cantines s'est poursuivi en 2022 au Burkina Faso, au Sénégal et en Tanzanie, garantissant aux enfants et aux adolescents le droit à l'éducation dans des environnements équipés et rénovés. En Guinée, des points de lecture ont été réhabilités et équipés de matériel informatique et de nouveaux livres, et les filles du Kongwa ont bénéficié de nouveaux équipements et d'un cours d'informatique. En Italie, LVIA a ouvert un bureau d'information et, après une sélection minutieuse de traducteurs, d'interprètes et de médiateurs, a offert des activités de médiation linguistique et culturelle aux réfugiés ukrainiens dans plusieurs centres d'été et écoles.

Enfin, en Éthiopie, en Guinée Conakry, au Mozambique et en Italie, des activités de sensibilisation (production vidéo, théâtre des opprimés, débats à la radio, ateliers et campagnes, réunions dans les écoles, bibliothèques vivantes) ont été menées sur divers thèmes tels que les entrepreneuriat social le droit à la terre, l'égalité des sexes, les droits de l'homme, la citoyenneté active et la participation démocratique, la durabilité environnementale, la consommation responsable et l'inclusion sociale.

NOS CHIFFRES

REVENU

€ **10.034.006**

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9.479.249
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 550.810
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 3.948

DÉPENSES

€ **10.033.300**

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9.685.720
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 117.555
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 230.026

SOURCES DE FINANCEMENT

INSTITUTIONS PUBLIQUES

• AICS – Agence italienne de coopération au développement	€ 1.009.720,63
• Administrations publiques italiennes	€ 181.310,55
• Union Européenne	€ 4.602.486,44
• Nations Unies	€ 601.685,45
• Administrations publiques étrangères	€ 1.408.448,23
TOTAL	€ 7.803.651,30

INSTITUTIONS PRIVÉES

• Institutions privées et religieuses italiennes	€ 530.115,83
• Organisations à but non lucratif	€ 770.419,74
• Institutions privées étrangères	€ 204.228,81
TOTAL	€ 1.504.764,38

INVESTISSEMENTS PAR PAYS

• BURKINA FASO	€ 1.693.430,58
• BURUNDI	€ 1.415.350,69
• ÉTHIOPIE	€ 841.825,61
• GUINÉE	€ 168.174,92
• GUINÉE BISSAU	€ 2.452.727,36
• KENYA	€ 338.437,13
• MALI	€ 285.781,63
• MOZAMBIQUE	€ 710.867,61
• SENEGAL	€ 660.200,61
• TANZANIE	€ 321.447,76
• ITALIE	€ 382.316,03
• COÛTS DE GESTION DE PROGRAMMES EN ITALIE ET DES BUREAUX LOCAUX	€ 415.159,79
TOTAL	€ 9.685.719,72

PARTICIPANTS PAR PAYS

PAYS	DESTINATAIRES	FEMMES	HOMMES	ENFANTS
BURKINA FASO	323.916	119.201	59.109	145.606
BURUNDI	131.318	65.010	66.308	-
ÉTHIOPIE	15.272	6.203	9.069	-
MALI	11.411	4.494	6.917	-
GUINÉE	1.977	712	1.265	-
GUINÉE BISSAU	14.731	5.685	5.463	3.583
KENYA	136.121	46.829	50.860	38.432
MOZAMBIQUE	60.418	30.590	28.181	1.647
SENEGAL	31.158	11.409	7.629	12.120
TANZANIE	36.532	18.313	18.173	46
ITALIE	30.979	17.145	13.369	465
TOTAL	793.833	325.591	266.343	201.899

Le bilan 2022 complète est disponible sur le site internet de LVIA www.lvia.it



Nous partageons un sentiment d'espoir fort et profond. Malgré les difficultés et les contradictions de notre monde, il y a une vie qui croît, il y a un peuple qui travaille et qui sème la paix. Une communauté, la nôtre, qui ne se résigne pas au mal et continue à transformer les armes en charrues, à combattre la haine avec le sourire et la main tendue.”

Alberto Valmaggia, Président LVIA



LVIA • Siège social

Via Mons. D. Peano, 8b
12100 Cuneo
tél. +39 0171.696975
lvia@lvia.it

LVIA • Succursale

Via Borgosesia, 30
10145 Torino
tél. +39 011.7412507
fax +39 011.745261
italia@lvia.it

www.lvia.it

LVIA Burkina Faso

Rue Luili Pendé n° 256
01 BP 783 Ouagadougou 01
tél. +226.25363804
burkinafaso@lvia.it
Autre bureau :
Bobo Dioulasso • Dori
Gorom-Gorom

LVIA Burundi

Avenue septembre numéro 6
Rohero 1 B.P. 198
Bujumbura
tél. + 257.62697808
tél. + 257.22242124
burundi@lvia.it

LVIA Éthiopie

Sub City Yeka
Woreda 05
House n. 125
Addis Abeba
tél. +251(0)116622183
etiopia@lvia.it
Autre bureau :
Oromia Region,
Arsi Zone, Assela,
Kebele 6, n. 225

LVIA Guinée Bissau

Avenida Pansau na Isna
Casa N° 1423
Bairro Santa Luzia
C.P. 585 Bissau
tél. +245.955949714
guineabissau@lvia.it
Autre bureau :
Avenida F. Mendes
x Avenida D. Ramos
Bissau • Bissorã • Cafal

LVIA Guinée

CIFCO, Sonfonia Lac,
Commune de Ratoma,
Conakry
tél. +224 629 320 585
guineaconakry@lvia.it

LVIA Kenya

P.O. Box 1684
60200 Meru
tél. +254.721.625798
kenya@lvia.it
Autre bureau :
c/o Diocese of Isiolo

LVIA Mali

Quartier ACI SOTUBA
Bamako
tél. +223.76271428
+223.66271428
mali@lvia.it

Autre bureau :

Quartier Château
Secteur 2 Rue 04 • Gao

LVIA Mozambique

c/o Caritas Moçambique
Rua da Resistencia 1175
Maputo
tél. +258.21419933
tél. +258.822812660
fax +258.21419578
mozambico@lvia.it

Autre bureau :

c/o Caritas
Rua Pave
Nacala-Porto
lvianacala@gmail.com

LVIA Sénégal

R.te de Khombole
B.P. 262 A • Thiès
tél. and fax +221.33.9511611
senegal@lvia.it

LVIA Tanzanie

P.O.BOX 160
KNG/MNY-SH/135
Kongwa, Dodoma
tél. +255621023629
tanzania@lvia.it
Autre bureau :
Sengia Street
Dodoma City